

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 24 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

AIR FRANCE Industries

Direction Qualité Sécurité - MQ.SE.CO/Isabelle GOULMY
Route de l'Arpenteur - BP 12253 TREMBLAY
95747 Roissy-en-France

Références : UD95 – 2023 – 892
Code AIOT : 0006505994

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement AIR FRANCE Industries implanté Zone entretien Route de l'Arpenteur à Roissy-en-France. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 sur le contrôle des rejets atmosphériques des ICPE. Elle s'inscrit également dans le suivi des actions engagées suite à l'incident d'octobre 2021 ayant provoqué une pollution du milieu (perte de carburacteur).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR FRANCE Industries
- Zone entretien Route de l'Arpenteur 95700 Roissy-en-France
- Code AIOT : 0006505994
- Régime : Autorisation

La société AIR FRANCE INDUSTRIE exploite un établissement sur la plateforme aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle sur le territoire de la commune de ROISSY EN FRANCE. Elle dispose pour cela de plusieurs ateliers afin d'assurer :

- la réparation et l'entretien de véhicules et d'engins à moteur ;
- le travail mécanique des métaux qui comprend des opérations telles que le meulage, le perçage, le découpage, le polissage, le ponçage et la forme ;
- le traitement des métaux à l'aide de bains ;
- l'entretien des moteurs et les essais sur bancs de turbines à combustion ;
- la réparation de pièces de structure d'avion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan de gestion SSP ;
- plan de gestion des solvants et vos émissions de COV ;
- surveillance des rejets atmosphériques ;
- rejets des eaux industrielles ;
- consommation d'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Schéma de maîtrise des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-e	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Surveillance des rejets et VLE des bancs d'essai moteurs	Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 3.2.3.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Surveillance des rejets des installations de dégraissage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 51	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Surveillance des rejets des installations de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Surveillance des rejets dans les ateliers de réparations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.III	Lettre de suite préfectorale	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion SSP	Arrêté Préfectoral du 29/06/2022, article 3	Sans objet
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet
3	VLE en COVNM	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30 – point 31	Sans objet
5	Canalisation des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
10	Surveillance et respect des VLE pour les rejets aqueux industriels	Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 4.3.9	Observation
11	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 4.1.1	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion SSP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion SSP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir des résultats de l'ensemble des investigations réalisées sur et hors du périmètre de son établissement, l'exploitant réalise une étude visant à proposer les mesures de gestion nécessaires pour supprimer autant que possible ou, à défaut, maîtriser les sources de pollution identifiées sur le site.</p> <p>Le plan de gestion est réalisé conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017.</p> <p>-----</p> <p>Courrier de demande de compléments du 19 juin 2023</p> <p>Vous trouverez joint au présent courrier, le rapport de l'inspection des installations classées concernant ces diagnostics et plan de gestion. Ces documents appellent les demandes complémentaires suivantes à transmettre dans un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none">• vous devez me présenter un tableau des résultats des mesures des eaux souterraines et des cartographies d'impact, comprenant des données plus récentes sur le suivi des eaux souterraines conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° IC-22-039 du 29 juin 2022• vous devez me transmettre le calendrier de réalisation du plan de conception des travaux qui devra également préciser les informations relatives à la mise en oeuvre du traitement de venting ou bioventing (positionnement des puits de pompage, durée du traitement, modalité de réception des travaux permettant de s'assurer de l'absence d'effet rebond) ;• vous devez étudier la possibilité de compléter le dispositif de pompage/écrémage pour résorber la phase flottante de façon plus efficace. Ce point peut être abordé dans le plan de conception des travaux ;• vous devez me transmettre le calendrier de réalisation des tests de réalimentation sur la pollution située au nord du bassin Q-bic.
<p>Constats :</p> <p>Par courriels du 14 août 2023 et du 18 octobre 2023, la société Air France Industries a transmis les rapports de surveillance des eaux souterraines. La surveillance des eaux souterraines se poursuit, ces rapports de surveillance feront l'objet d'une instruction à part.</p> <p>Lors de l'inspection, le bureau d'études Letourneur Conseil était présent pour présenter les suites qui seront données au plan de gestion. La transmission du plan de conception des travaux est prévue pour fin décembre 2023/ début janvier 2024. Le bureau d'études a indiqué que des essais pour le dimensionnement du Venting ont été réalisés, 2 puits d'aspiration à deux profondeurs différentes ont été réalisés. Le bureau d'études a indiqué qu'il est aussi prévu d'ajouter des puits de pompage de flottant dans la nappe à proximité des cuves. Ces éléments seront détaillés dans le plan de conception des travaux.</p> <p>Enfin, les tests de réalimentation de la pollution située au nord du bassin Q-bic ont aussi été réalisés et montrent a priori que cette pollution est limitée et non réalimentée. Les essais effectués et les résultats seront aussi présentés dans le plan de conception des travaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1						
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants						
<p>Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>						
<p>Constats : L'exploitant a présenté son plan de gestion des solvants des émissions de l'année 2022 dans le cadre de la transmission des données sur GEREPE. L'exploitant a indiqué qu'il disposait auparavant d'un logiciel pour réaliser ce PGS, mais depuis 2 ans ce logiciel a été arrêté et le plan de gestion est depuis réalisé avec un tableau excel. L'exploitant a acquis un nouveau logiciel permettant de faire le lien entre les commandes de produits et le logiciel de suivi des FDS (quick FDS) afin d'automatiser la réalisation du PGS.</p> <p>Dans son PGS, l'exploitant évalue la quantité I1 sur la base des solvants achetés. Il différencie les solvants utilisés pour les activités de nettoyage de surface, pour la peinture, pour du revêtement adhésif et d'autres activités. La quantité I1 totale est de 22 tonnes.</p> <p>Dans son PGS, l'exploitant évalue une quantité de solvants sortant comme déchets (O6) sur la base de son registre de déchets et en faisant un tri par code déchets sur les boues de peintures (08 01 13*), les solvants non chlorés (14 06 03*) et les déchets de plasturgie (16 05 08*). L'exploitant indique que dans une approche majorante, il retient alors une quantité de 50 % de solvants. La quantité totale de solvants sortant comme déchets est alors évaluée par l'exploitant à 2,195 tonnes sur 2022.</p> <p>Enfin, l'exploitant indique qu'il dispose de fontaines de nettoyage avec des solvants envoyés à l'extérieur pour régénération. Le flux correspondant à O8 est évalué à 197 kg.</p> <p>Les autres flux du PGS I2 (solvants récupérés et réutilisés à l'entrée de l'unité), O5 (solvants perdus par réaction chimique ou physiques), O7 (solvants vendus) sont nuls. Les flux O1 (rejets canalisés), O2 (rejets aqueux), O3 (pertes dans les produits finis) ne sont pas évalués car la société Air France Industries a décidé de faire un plan de gestion des solvants simplifié.</p> <p>Le bilan du plan de gestion des solvants des émissions de 2022 est alors le suivant :</p>						
	Nettoyage de surface (solvants avec mentions dangers)	Nettoyage de surface	Peinture	Application de revêtement adhésif	Autres	TOTAL
I1 - Quantités totales de solvants achetés et utilisés (kg)	174	14 431	5 298	985	1 123	22 011
O6 - Quantités totales de solvants envoyés en déchets (kg)		847	1 288	60	-	2 195
O8 - Quantités totales de solvants envoyés en régénération (kg)	0	197	0	0	0	197
Extraits Secs (kg)	-	-	7244	2568	-	9812
Consommation = I1-O8 (kg)	174	14 234	5 298	985	1 123	21814
Émissions totales = I1-O6-O8 (kg)	174	13 387	4 010	925	1 123	19619

<p>Sur 2022, l'exploitant indique que la quantité de solvants CMR (Cancérogène, Mutagène et Reprotoxique) achetés est seulement de 250 g. L'exploitant conclut que les émissions des solvants à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ont un flux horaire inférieur au seuil de 10 g/h, il ne se voit donc pas appliquer de VLE.</p> <p>Sur 2022, l'exploitant indique que la quantité de solvants halogénés est de 177 kg. Ces solvants sont utilisés pour 174 kg dans le nettoyage de surface et pour 3 kg hors du nettoyage de surface.</p> <p>La méthodologie de réalisation du PGS n'appelle pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : VLE en COVNM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30 – point 31
Thème(s) : Risques chroniques, VLE en COVNM
<p>Prescription contrôlée : La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m³. La conformité à cette valeur est déterminée sur la base de mesures moyennes quart horaires.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.</p>
<p>Constats : L'exploitant utilise la méthode du plan de gestion simplifié. Les émissions totales calculées à partir du PGS sont considérées comme des émissions diffuses. Ces émissions diffuses dépassent le seuil de 25 % de la quantité de solvants utilisée. Toutefois, l'inspection note que l'exploitant a mis en place un schéma de maîtrise des émissions visant à déroger à ces VLE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Schéma de maîtrise des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-e
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de maîtrise de émissions
<p>Prescription contrôlée : e) Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au premier alinéa du a ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.</p> <p>Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.</p> <p>Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence (2) de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.</p> <p>Les installations, ou parties d'installations, dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances visées au point c peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. Toutefois, les substances visées au point c, qui demeurent utilisées dans l'installation malgré la mise en œuvre du schéma de maîtrise des émissions, restent soumises au respect des valeurs limites prévues au c.</p>

Constats :

Associé à son plan de gestion, l'exploitant a présenté un schéma de maîtrise des émissions réalisé selon les dispositions de la circulaire du 23 décembre 2003.

Les calculs des niveaux d'émissions annuelles cibles sont justifiés pour les activités de nettoyage de surface, de peinture et de revêtement adhésif :

	2019	2020	2021	2022
EAC Nettoyage de surface Émissions Annuelles Cibles (kg)	2 533	2 617	3 510	2 912
EAC Peinture Émissions Annuelles Cibles (kg)	2 444	4 583	5 180	6 751
EAC Revêtement adhésif Émissions Annuelles Cibles (kg)	1 569	1 352	2 997	3082
Formule utilisée pour le calcul de l'EAC Totale	EAC Totale = EAC Nettoyage de surface + EAC Peinture + EAC Revêtement adhésif			
EAC Totale Émissions Annuelles Cibles totales (kg)	6 581	8 552	11 687	12 745

Le tableau de comparaison entre les niveaux d'émissions et les émissions annuelles cibles est le suivant :

	2019	2020	2021	2022
E Totale Émissions totales en solvants (kg)	13 427	16 671	23345	19619
EAC Totale Émissions Annuelles Cible totales (kg)	6 581	8 552	11687	12 745

Par conséquent, l'exploitant dépasse son niveau d'émissions annuelles cible en 2022 et sur les années précédentes

Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 27-e de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant ne respecte pas le flux maximal autorisé au titre de son schéma de maîtrise des émissions. L'exploitant devra présenter un plan d'actions visant à respecter la réglementation.

L'inspection note notamment que les niveaux d'émissions annuelles cibles sont calculés en fonction de la consommation annuelle de solvant. Ce choix de calcul ne permet pas de prendre en compte la méthode de substitution des solvants.

L'inspection rappelle que l'arrêté ministériel prévoit que :

« Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation »

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il prévoit de faire des programmes de sensibilisation visant à diminuer la quantité de solvants consommés. L'exploitant a indiqué qu'avec le nouveau logiciel de suivi du PGS, il prévoit maintenant de se consacrer plus aux axes d'amélioration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Canalisation des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des rejets
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées s'est rendue dans un hangar de maintenance d'avion afin de voir la configuration de cet atelier. Le hangar est un grand bâtiment permettant de garer deux avions pour la maintenance. Les opérations de maintenance consistent en le retrait de certaines pièces de l'avion pour maintenance et d'autres opérations de maintenance sont réalisées directement sur l'avion. Les émissions atmosphériques lors de ces opérations sont issues du nettoyage pour dégraissage des pièces avant manipulation. Le salarié imbibe un chiffon de solvant pour nettoyer une pièce et la manipuler. Le hangar ne dispose pas d'aération forcée. Le hangar est en ventilation naturelle avec les portes et autres ouvertures. Toutes les émissions sont alors diffuses. Seule une opération présente des rejets canalisés dans l'opération de maintenance sur l'avion. Un système d'aspiration a été mis en œuvre pour les opérations de dégazage des réservoirs des avions lorsque des opérations de maintenance sont réalisées. Le rejet est canalisé et envoyé en toiture. Les autres ateliers n'ont pas fait l'objet de contrôle lors de cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets et VLE des bancs d'essai moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 3.2.3.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets et VLE des bancs d'essai moteurs	
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques issus des bancs d'essais moteurs respectent les concentrations maximales suivantes :	
Polluants	Valeurs limites d'émission en sortie de chaque conduit 1 à 2
Poussières	40 mg/m ³ si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h
*SO ₂	565 mg/m ³ si le flux horaire est inférieur ou égal à 25kg/h 300 mg/m ³ si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h
NO _x	450 mg/m ³ si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h
COVNM	110 mg/m ³ si le flux horaire est supérieur à 2 kg/h
CO	250 mg/m ³
*A mesurer si le combustible utilisé a une teneur en soufre susceptible de dépasser 0,2 % en masse	
<p>L'exploitant fait procéder à un contrôle du respect des valeurs limites d'émission et des vitesses d'éjection des gaz tous les 2 ans par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement, en sortie des cheminées 1 et 2. Les résultats de ce contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant justifie des caractéristiques du combustible utilisé notamment en ce qui concerne la teneur massique en soufre ainsi que la teneur massique en cendres.</p> <p>Les COVNM annexe III correspondent aux composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>Les VLE fixées ci-dessus ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.</p>	
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de mesure des rejets atmosphériques des bancs moteurs. Il a en revanche présenté un courriel de la société ENTIME indiquant que la mesure des rejets atmosphériques a été réalisée le 24 octobre 2023.	
Selon l'arrêté ministériel du 9 juin 2023 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, la société ENTIME est bien agréée pour le contrôle des rejets atmosphériques.	
Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 3.2.3.1 de l'arrêté du préfectoral du 7 septembre 2020, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de mesure des rejets atmosphériques du banc d'essais moteurs démontrant le respect des VLE applicables à son installation.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 7 : Surveillance des rejets des installations de dégraissage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 51									
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets des installations de dégraissage									
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées [...] ----- Article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2020 :									
<table><tr><th>Conduit Bât 4500</th><th>Valeur limite d'émission en mg/Nm³</th></tr><tr><td>Acidité totale exprimée en H</td><td>1 mg/Nm³</td></tr><tr><td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>10 mg/Nm³</td></tr><tr><td>NO_x, exprimés en NO₂</td><td>500 mg/m³ si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h</td></tr></table>	Conduit Bât 4500	Valeur limite d'émission en mg/Nm ³	Acidité totale exprimée en H	1 mg/Nm ³	Alcalins, exprimés en OH	10 mg/Nm ³	NO _x , exprimés en NO ₂	500 mg/m ³ si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h	
Conduit Bât 4500	Valeur limite d'émission en mg/Nm ³								
Acidité totale exprimée en H	1 mg/Nm ³								
Alcalins, exprimés en OH	10 mg/Nm ³								
NO _x , exprimés en NO ₂	500 mg/m ³ si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h								
Pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau selon le flux horaire figurant en annexe II de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.									
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de mesure des rejets atmosphériques des installations de dégraissage. Il a en revanche présenté un courriel de la société ENTIME indiquant que la mesure des rejets atmosphériques a été réalisée le 24 octobre 2023. Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 51 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (2563 - enregistrement), l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de mesure des rejets atmosphériques des installations de dégraissage démontrant le respect des VLE applicables à son installation.									
Type de suites proposées : Avec suites									
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale									
Proposition de délais : 3 mois									

N° 8 : Surveillance des rejets des installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets des installations de combustion
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de mesure des rejets atmosphériques des installations de combustion. L'exploitant n'avait pas identifié cette obligation. Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport de mesure des rejets atmosphériques pour ses installations de combustion. Pour rappel, les chaudières sont soumises à une surveillance des rejets atmosphériques dès l'atteinte d'une puissance de 400 kW (dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts pour les unités de 400 KW à 1 MW et dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 pour les unités de plus de 1 MW). Les moteurs de secours sont soumis à une surveillance des rejets atmosphériques à partir d'une puissance de 1 MW et à la fréquence suivante : a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation ou en tout état de cause, à une fréquence pas inférieure à une fois tous les cinq ans (point III de l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des rejets dans les ateliers de réparations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.III
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets dans les ateliers de réparations
Prescription contrôlée : III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection s'est rendue dans les ateliers de réparation. Un seul point de rejet atmosphérique est présent. Ce point de rejet est lié au dégazage des réservoirs de carburants lors d'opérations de maintenance sur ceux-ci. Des mesures ont été réalisées, il y a plusieurs années sur différents modèles d'aéronefs qui ne sont maintenant plus en service (A380 par exemple). Les composés émis lors de ces opérations de dégazage sont principalement des constituants du kérosène, soit des composés organiques volatils. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer en quelle quantité ces composés sont émis. Demande de l'inspection : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'évaluer de manière qualitative la quantité de COV émis par cette opération de dégazage. Si cette estimation conduit à déterminer que cette opération représente plus de 5 % de ses autres émissions de COV, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser une analyse quantitative de ces émissions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Surveillance et respect des VLE pour les rejets aqueux industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et respect des VLE pour les rejets aqueux industriels

Prescription contrôlée :

Paramètres RU09 Débit max 300 m ³ /j	Concentration (mg/l)	Flux Kg en 24h	Périodicité du contrôle
MES	600	144	Trimestrielle
DCO	2 000	480	Trimestrielle
DBO ₅	800	192	Annuelle
Azote global	150	36	Annuelle
Phosphore	50	12	Annuelle
Hydrocarbure	10	3	Trimestrielle
Indice phénols	0.3	0.07	Annuelle
Chrome VI	0.05	0.01	Annuelle
Chrome total	0.25	0.06	Annuelle
Cadmium	0.1	0.02	Annuelle
Nickel	0.25	0.06	Annuelle
Cuivre	0.25	0.06	Trimestrielle
Zinc	1	0.24	Annuelle
Fer + Aluminium	2.5	0.6	Trimestrielle
Métaux totaux	10	2.4	Annuelle

Paramètres 4710 Débit max 50m ³ /j	Concentration (mg/l)	Flux Kg en 24h	Périodicité du contrôle
MES	600	20	Hebdomadaire
DCO	2 000	60	Hebdomadaire
DBO ₅	800	20	Trimestrielle
Azote global	150	6	Trimestrielle
Phosphore	50	2	Annuelle
Hydrocarbure	10	0.4	Hebdomadaire
Indice phénols	0.3	0.012	Trimestrielle
Chrome VI	0.05	0.04	Annuelle
Chrome total	0.25	0.02	Annuelle
Cadmium	0.1	0.004	Trimestrielle
Nickel	0.25	0.02	Annuelle
Cuivre	0.25	0.02	Annuelle
Zinc	1	0.08	Trimestrielle
Fer + Aluminium	2.5	0.2	Hebdomadaire
Métaux totaux	10	0.4	Trimestrielle

Paramètres 4505 Débit max 100 m ³ /j	Concentration (mg/l)	Flux en g en 24h	Périodicité du contrôle
MES	600	2 400	Semestrielle
DCO	2 000	12 000	Semestrielle
DBO ₅	800	-	Semestrielle
Hydrocarbures	10	400	Trimestrielle
Fluor et ses composées (f)	15	1 200	Annuelle
Nitrites	-	80	-
Cyanures	-	8	-
Phosphore	50	8	Annuelle
Chrome VI	-	8	-
Chrome III	-	240	-
Nickel	-	160	-
Cuivre	-	80	-
Zinc	2	160	Trimestrielle
Fer	5	160	Trimestrielle
Aluminium	5	400	Trimestrielle
Métaux totaux	-	800	-
Azote Global	150	-	Semestrielle
Indice Phénols	0,3	-	Trimestrielle

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet ses résultats de mesure des effluents aqueux régulièrement sur l'application GIDAF. Les dépassements de VLE sont justifiés et des recherches des causes sont présentées.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le point de rejet RU09 (noté RU10 sur GIDAF) regroupe les rejets de la partie ouest du site (eaux industrielles de la STEP 4505, des séparateurs à hydrocarbures, des eaux usées sanitaires). Les rejets 4710 sont des eaux lessiviellles issues de process industriels de la partie Est du site. Les rejets 4505 sont des eaux industrielles, principalement des eaux de lavages de moteurs.</p> <p>L'inspection note sur 2022 des dépassements notables de VLE des MES sur le point de rejet RU09 sur la base des données sur GIDAF (1126 mg/l en avril 2022 et 1167 mg/l en novembre 2022, pour une VLE fixée à 600 mg/l)).</p> <p>Ces dépassements de VLE ne se retrouvent pas dans les mesures des rejets de février, juin et août 2023.</p> <p>Observation : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'être attentif aux rejets de MES sur les effluents aqueux du point RU09.</p> <p>Un contrôle plus détaillé sur les rejets aqueux pourra être réalisé lors d'une prochaine inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 11 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 4.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p>			
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal (m3)	
		Horaire	Journalier
Réseau ADP	60000	21	250
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la consommation d'eau sur 2022 est de 38 671 m³. L'exploitant indique que la consommation d'eau industrielle est estimée à 1 500 m³, estimée sur la base des flux passant pas les stations d'épuration du site.</p> <p>L'exploitant indique que le reste de la consommation est lié principalement aux douches, sanitaires et restaurant, sans toutefois disposer de données détaillées sur ces niveaux de consommation.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il a des objectifs d'amélioration visant à mesurer les consommations d'eau par bâtiment. Dans un second temps, une vérification du taux de fuite pourra alors être réalisé.</p> <p>Observation : Le suivi de ce plan d'améliorations pourra faire l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			